

RAPPORT DE PROTECTION DECEMBRE 2020
BOUCLE DU MOUHOUN



Lancement des activités des 16 jours d'activisme contre les VBG à Tougan/Province du Sourou

CONTEXTE/POINTS SAILLANTS

Au cours du mois de décembre 2020, le contexte sécuritaire de la région de la Boucle du Mouhoun est resté peu stable les deux premières semaines avant d'évoluer dans la seconde moitié du mois. Dans les provinces couvertes par le monitoring, les mouvements de populations se sont toujours effectués pour prévenir les risques d'incidents ciblant les populations civiles. En cette fin d'année, la Boucle du Mouhoun a également connu une reprise timide de l'activité économique et quelques mouvements de retour de personnes déplacées dans les localités d'origine. A ces tendances, s'ajoute la libération de deux personnes qui avaient été enlevées par des GANI dans les deux provinces. Des groupes armés, régulièrement aperçus sur l'axe Kassoum - Lanfiéra se seraient

retranchés dans la forêt située entre ces deux communes, d'où ils sortent pour opérer des contrôles irréguliers sur le pont de Léri.¹

Dans la Kossi, malgré un début d'amélioration de la situation sécuritaire constaté notamment dans la commune de Barani, trois incidents sont survenus dans la commune de Kombori et sur l'axe Bomborokuy - Djibasso. Des pratiques restrictives de la liberté de circulation ont également été constatées sur le même axe, surtout contre des personnes ne disposant pas de document d'identité. Ainsi, de nombreuses PDIs seraient victimes de racket (2000 Fcfa/personne) au poste de contrôle de l'axe Djibasso - Bomborokuy pour défaut de documentation civile.

Au Sourou, les HANI ont poursuivi les menaces et autres actes d'intimidations contre les populations, au cours de ce mois, dans les communes de Di, de Gomboro et de Kassoum. En dépit de ces incidents, les populations de Gomboro pourraient se réjouir de la réouverture de certains services de santé et de la tenue de marchés qui étaient perturbés du fait des risques sécuritaires dans la zone. Dans la commune voisine de Kassoum, il est aussi à noter la reprise des cours dans certains établissements sur initiative d'enseignants vacataires.

Bien que la tendance des incidents reste pratiquement constante (6 incidents enregistrés en décembre contre 5 violations rapportées en novembre 2020), des libérations d'otages et des mouvements de retour de PDIs se sont effectués en cette fin d'année dans la Boucle du Mouhoun surtout dans le Sourou. Cette situation pourrait s'expliquer par des destructions de bases logistiques des GANI à la suite d'opérations militaires conjointes menées par les armées burkinabé et malienne dans les zones frontalières (Toéni).

Quant à la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID – 19, elle reste marquée, en cette période, par une augmentation de cas au niveau national. Ainsi, à la date du 29 décembre 2020, la Boucle du Mouhoun a enregistré 07 cas dont 02 à Boromo, 02 à Dédougou et 03 à Solenzo.

ZONES COUVERTE DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

Les activités de monitoring réalisées au cours de la période sous rapport ont couvert les provinces du Sourou et de la Kossi.

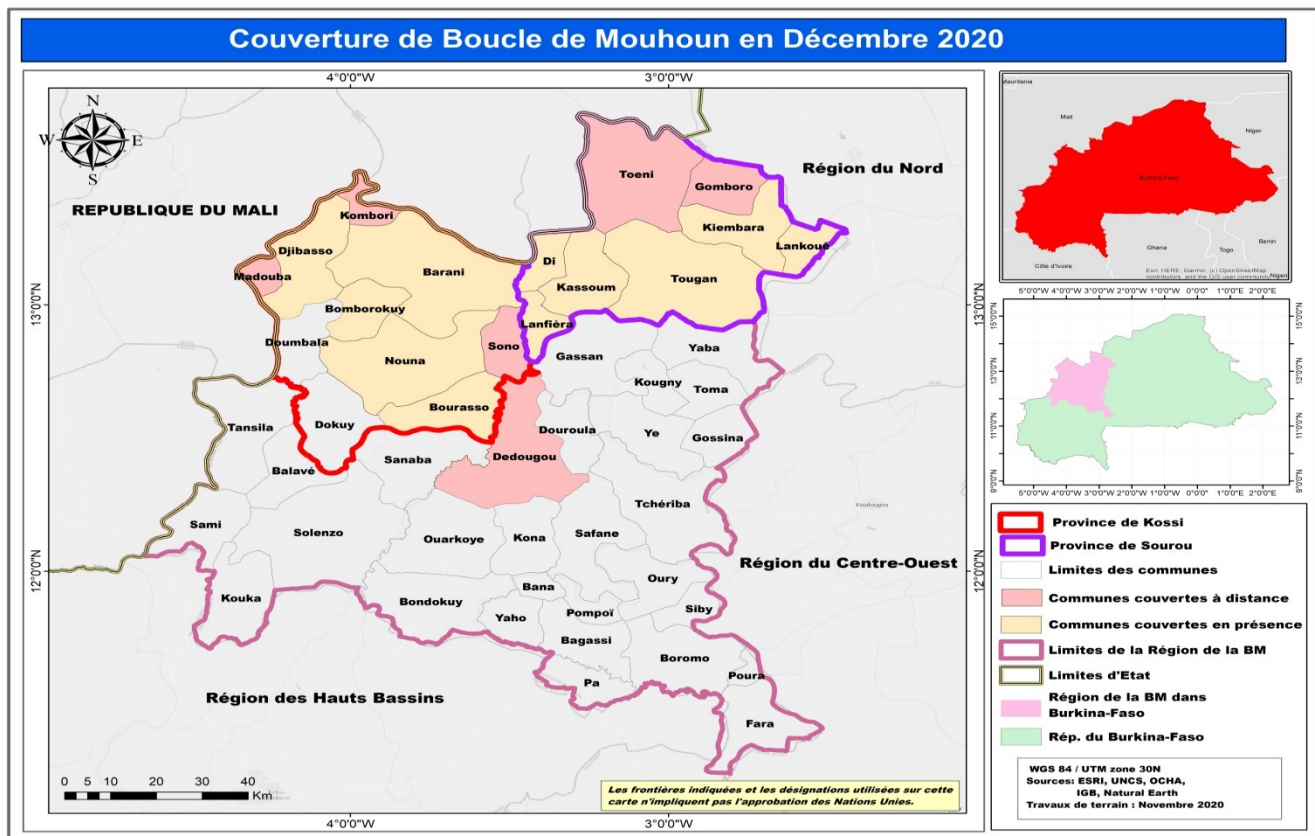
Dans le Sourou, les équipes de terrain se sont directement déployées dans les zones accessibles pour assurer la mise en œuvre des différentes activités. Les localités qui ont fait l'objet de visites de monitoring dans cette province sont la commune de Tougan (Tougan, Daka, Niankorè et Kwara-Bonou), la commune de Kiembara (Ouéllé, Dio et Kiembara), la commune de Lankoué (Ouory, Rassouly, Lankoué et Torouba), la commune de Kassoum (Moara-petit et Kassoum), la commune de

¹ Pont situé dans la commune de Lanfiéra, à la frontière entre la province du Sourou et celle de la Kossi.

Lanfiéra (Gouran, Guiédougou, Yaran et Lanfiéra) et la commune de Di (Benkadi, Bouna, Dédé, Di et Oué).

Pour la Kossi, le monitoring a été directement réalisé par les staffs terrain dans les communes de Djibasso (Kira et Nairena), de Bomborokuy (Borekuy et Yallo), de Bourasso (Kodougou et Nokuy) de Nouna (secteur 1). Dans cette province, la commune de Barani qui a toujours fait l'objet de monitoring à distance depuis le démarrage du projet, du fait de l'insécurité, a été couverte durant ce mois. Ces différentes activités ont été réalisées à travers 30 sorties de monitoring dont 18 effectuées dans le Sourou contre 12 dans la Kossi.

Quant aux zones inaccessibles en raison des risques sécuritaires élevés telles que les communes de Madouba, de Sono et de Kombori situées dans la Kossi et celles de Gomboro et de Toéni pour le Sourou, le monitoring à distance s'est poursuivi avec l'appui des points focaux et comités de protection.



Source : Monitoring communautaire, décembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

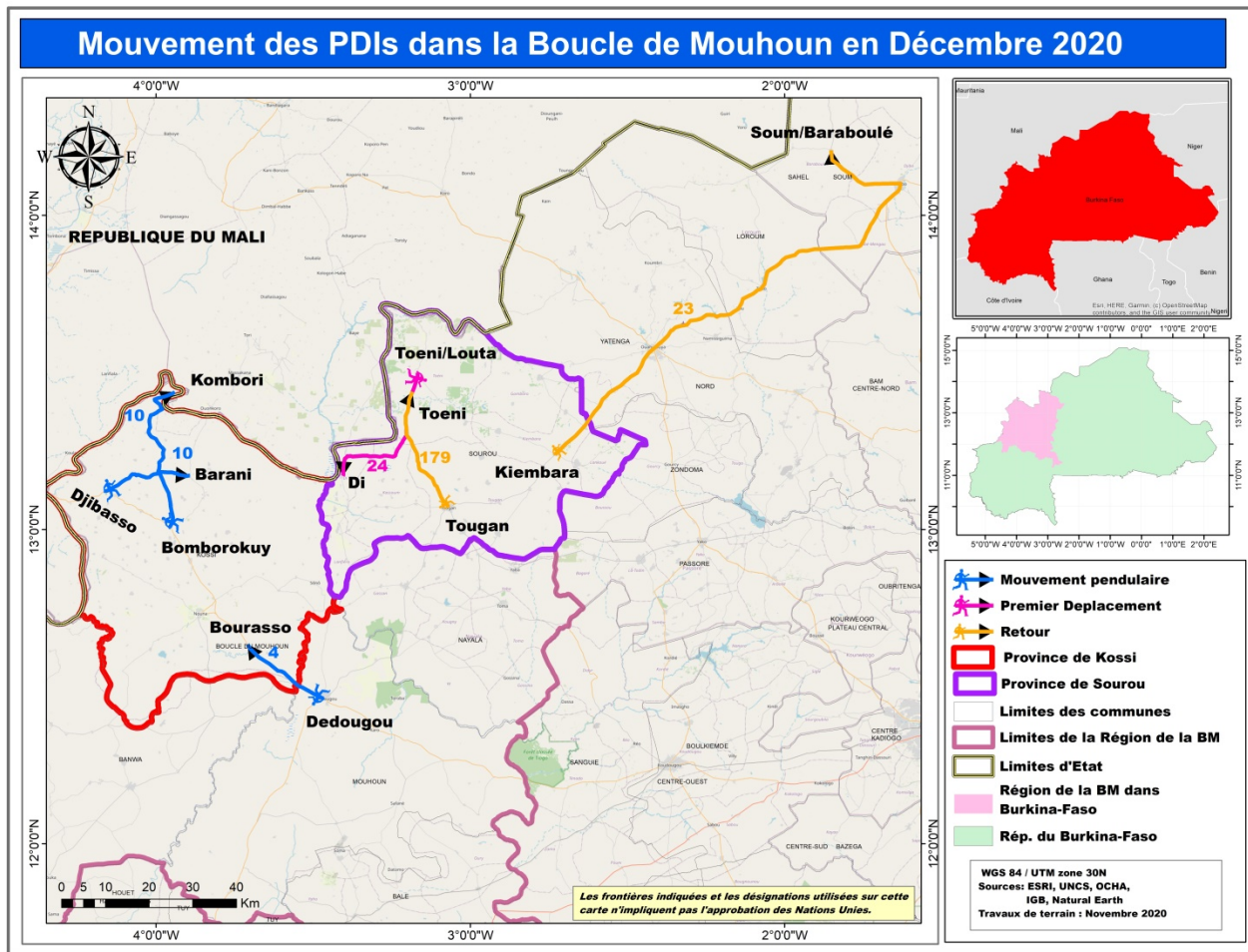
CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS

Dans la Boucle du Mouhoun, les mouvements de populations liés à la crise sécuritaire qui se sont effectués durant la période sous revue sont essentiellement de trois types.

D'abord, les opérations militaires conduites dans la bande frontalière ont provoqué, selon les informations remontées par les points focaux, le déplacement, à titre préventif, de 03 ménages originaires de Toéni et Louta (composés de 02 hommes, 03 femmes, 10 filles et 09 garçons) vers la commune de Di. Il est également à noter l'arrivée dans la même commune de 05 ménages maliens en province du cercle de Macina dans la région de Ségou. Le nombre de ces demandeurs d'asile s'élève à 43 personnes dont 07 hommes, 09 femmes, 12 garçons et 15 filles.

Ensuite, des mouvements pendulaires ont été effectués par des PDIs pour principalement deux raisons. Dans la commune de Djibasso, il a été rapporté par les mêmes acteurs communautaires le déplacement de 10 hommes tous des PDIs, dans leur localité d'origine dans la commune Barani pour les récoltes. Un autre mouvement s'effectue, tous les trois jours de Bomborokuy vers Kombori par une cinquantaine de PDIs environ 45 hommes et 05 femmes pour le même motif. Le dernier déplacement de ce type concerne un ménage composé de 02 femmes, 01 fille et 01 garçon qui est arrivé dans la commune de Bourasso (Kodougou) en provenance de Kaya pour rejoindre des parents installés dans cette localité.

Enfin, la province du Sourou a enregistré d'importants mouvements de retour surtout dans la seconde moitié du mois. La stabilité relative à la suite des opérations des FDS dans la commune de Toéni a favorisé le retour, à la date du 21 décembre 2020, de 08 ménages PDIs de Tougan vers le village de Gomé et Toéni-centre. Il s'agit au total de 177 personnes dont 25 hommes, 40 femmes, 56 garçons et 46 filles qui ont regagné leurs localités d'origine. Dans la commune voisine de Kiembara également, le départ de 02 ménages de Ouéllé vers le village de Peterkouléro situé dans la commune de Baraboulé a été constaté. Selon les points focaux interrogés sur les raisons de ce mouvement, les ménages retournés (02 hommes, 04 femmes, 09 filles et 08 garçons) auraient affirmé être informés, par les parents restés sur place, de l'amélioration de la situation sécuritaire dans leur localité.



Source : Monitoring communautaire, décembre 2020, INTERSONS, Boucle du Mouhoun

PROBLEMES DE PROTECTION

- **Situation sécuritaire - incidents de protection dans les zones sous couverture**

Au cours du mois de décembre 2020, ce sont au total 06 incidents de protection survenus dans la région qui ont été rapportés :

Violence basée sur le genre : le lundi 30 novembre 2020, une fille a été victime de viol collectif commis par un groupe de 04 garçons. La survivante a été référée au CS² et aux services sociaux qui lui ont respectivement fourni les soins de santé et l'assistance psychosociale nécessaires. Les services de l'Action Humanitaire ont également été saisi d'un autre cas de viol sur mineure, survenu

² Centre de Santé et de Promotion Sociale.

courant juillet 2020, dont la victime serait enceinte. Il faut noter que le traitement de ces deux dossiers a donné lieu à des poursuites judiciaires dont la procédure est en cours.

Intimidations et atteinte à la liberté de culte : dans la journée du 15 décembre 2020, aux environs de 13 heures, des individus armés non identifiés ont fait irruption dans le village de Toro, situé dans la commune de Di. Ils s'en sont pris aux femmes vendeuses de bière locale dont les jarres ont été détruites. Bien qu'aucune perte en vie humaine ne soit à déplorer, les fétiches du village ont été, par la suite, incendiés par ces individus

Intimidations et atteinte à la sécurité : le vendredi 18 décembre 2020, le village de Dary, situé à 5 km du chef-lieu de la commune de Kassoum a reçu la visite d'un groupe d'individus armés non identifiés qui s'en est également pris à une femme vendeuse de bière locale. Cette dernière a eu la vie sauve grâce à l'intervention du catéchiste qui s'est opposé aux HANI.

Atteinte à la sécurité et enlèvement : dans la matinée du samedi 19 décembre 2020, deux incidents sont survenus dans le village de Boulé, situé à 7 km du chef-lieu de la commune de Kombori. Il a été rapporté une explosion d'IED au passage d'un bœuf qui a tué l'animal sur place. Fort heureusement, aucune perte en vie humaine n'est à déplorer. Le même village a été par la suite visité par un groupe d'individus armés non identifiés qui ont enlevé deux habitants. Toutes les tentatives pour connaître l'identité réelle des victimes sont restées vaines. Les populations dudit village qui se trouve à 2 km de la frontière du Mali sont réticentes par rapport à toute interrogation sur cet incident de peur de représailles.

Atteinte à la sécurité : le lundi 21 décembre 2020, dans le village de Gnimini situé sur l'axe Bomborokuy- Djibasso, un individu armé a été aperçu par les habitants dudit village. Pourchassé par la population, l'individu aurait abandonné son arme et pris la fuite.

Intimidations et atteinte à la sécurité : dans la matinée du 25 décembre 2020, un groupe d'individus armés non identifiés a fait irruption dans le village de Konga dans la commune de Gomboro. La présence des mêmes HANI a également été signalée, vers 10 heures, dans le village de Ouorou qui se trouve dans la même commune. Ils n'ont pas manqué de menacer encore les vendeuses de bière locale dont les foyers ont été détruits et la production pour les fêtes de fin d'année renversée. Des consignes strictes portant sur, l'interdiction de consommer l'alcool et le tabac et le port de pantalon court pour les hommes et du voile pour les femmes ont été données aux habitants par les HANI avant leur départ.

Au-delà des incidents, des libérations d'otages se sont passées dans la région notamment dans les communes de Toéni et de Barani. Le premier cas de libération concerne un marabout, enlevé depuis 2018 dans le village de Nehourou (Toéni), qui a été relâché par ses ravisseurs à la fin du mois de novembre 2020. Quant au second cas, il s'agit de la libération, le 25 décembre 2020, d'un commerçant de bétail qui avait été enlevé courant novembre 2020.

Malgré les patrouilles régulières des FDS³, la Boucle du Mouhoun reste faiblement couverte par les services de sécurité et de défense. Dans le Sourou, deux communes (Kassoum et Lankoué) sur huit ne disposent pas de postes réguliers. Au niveau de la Kossi, les communes de Bourasso, de Bomborokuy, de Kombori et de Son ne bénéficient d'aucun service permanent des FDS.

Quant aux groupes d'auto-défense à base communautaire, ils sont seulement présents dans la province de la Kossi. Il s'agit des confréries de chasseurs traditionnels qui interviennent dans les communes de Djibasso, de Barani, de Kombori, de Bomborokuy et de Nouna en appui aux opérations de sécurisation.

- **SGBV**

Dans le cadre des activités de protection contre les VBG, trois survivantes ont été identifiées au cours du mois de décembre dans la Boucle du Mouhoun. La commune de Tougan enregistre deux SVBG dont un cas de viol sur mineure et une fille victime de déni de ressources tandis qu'un seul cas de violence psychologique a été rapporté dans la commune de Djibasso. De l'analyse de la situation de protection dans la région, l'option pour l'approche communautaire dans l'accueil des PDIs serait un facteur majeur d'exposition aux risques de VBG. Avec la forte promiscuité, de nombreuses PDIs seraient donc victimes de VBG de la part des membres des communautés hôtes qu'elles refusent de dénoncer en raison de l'hospitalité qui leur a été accordée.

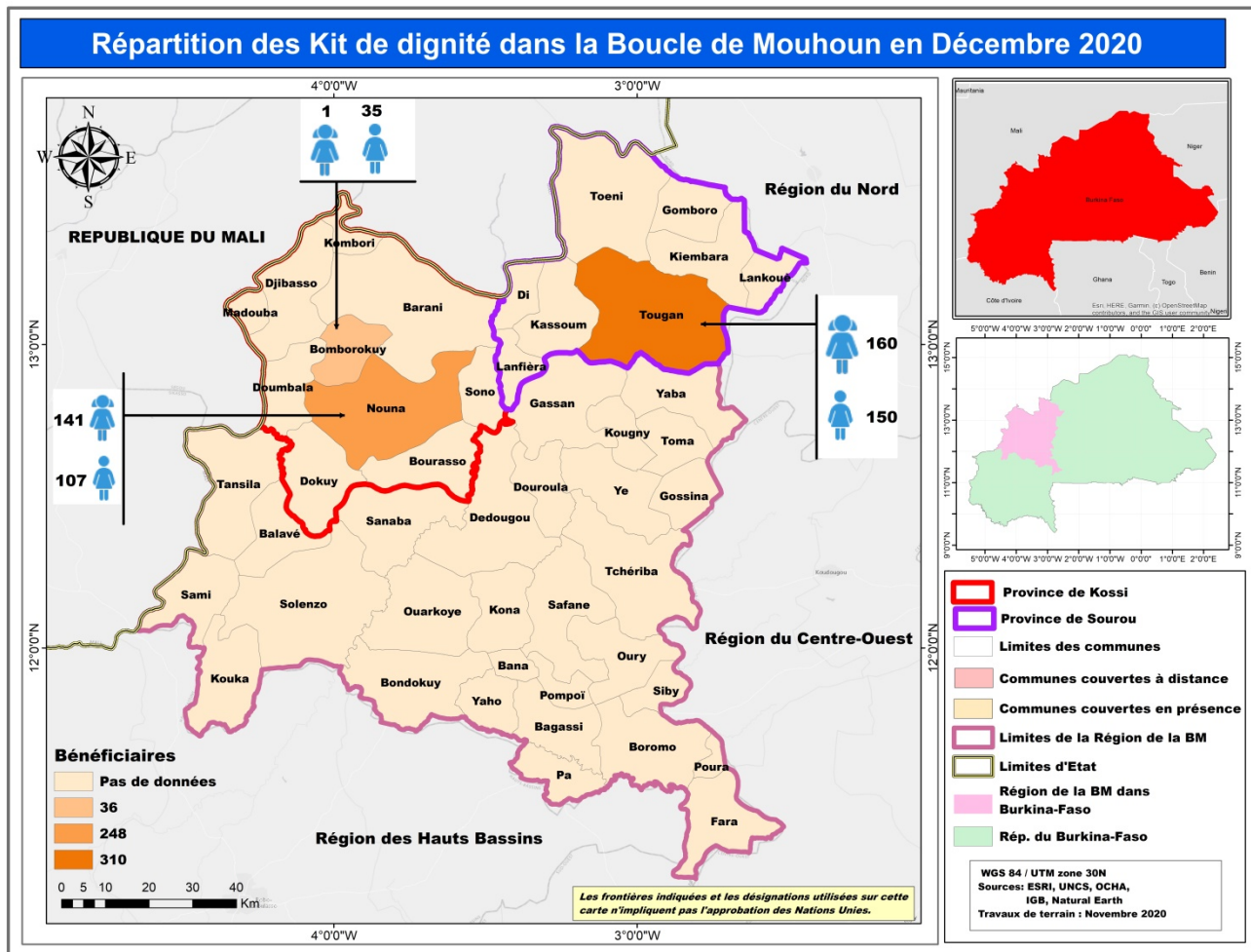
Toutes ces survivantes ont bénéficié de l'accompagnement de INTERSOS qui a consisté en une assistance en cash dans le cadre de la gestion de cas et en un appui psychosocial pour les cas de viol et de violence psychologique.

Malgré la multiplication des sensibilisations sur la problématique des VBG, certaines considérations socio-culturelles liées au poids de la tradition et à la peur de l'exclusion sociale ne favorisent pas la dénonciation ou le signalement de nombreux cas.

Dans le cadre des activités d'assistance aux populations -cibles, une opération massive de distribution de kits de dignité a été initiée en faveur des jeunes filles et des femmes vulnérables en cette fin d'année. Ainsi, le nombre de ces bénéficiaires de kits de dignité s'élève à 594 dont 310 dans le Sourou (160 filles et 150 femmes) contre 284 (142 filles et 142 femmes) pour la Kossi.

La répartition des bénéficiaires des kits de dignité par zone de couverture et tranche d'âge (voir graphique ci-dessous)

³ Forces de Défense et de Sécurité.



Source : Monitoring communautaire, décembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

- **Protection de l'enfance**

Les enfants représentent une catégorie importante de personnes affectées par la situation de crise. Au titre des incidents concernant les enfants rapportés pendant cette période, il convient de retenir : Dans le Sourou, un cas d'enfant victime de déni de ressource et un cas de viol sur mineure ont été identifiés et accompagnés selon le cas.

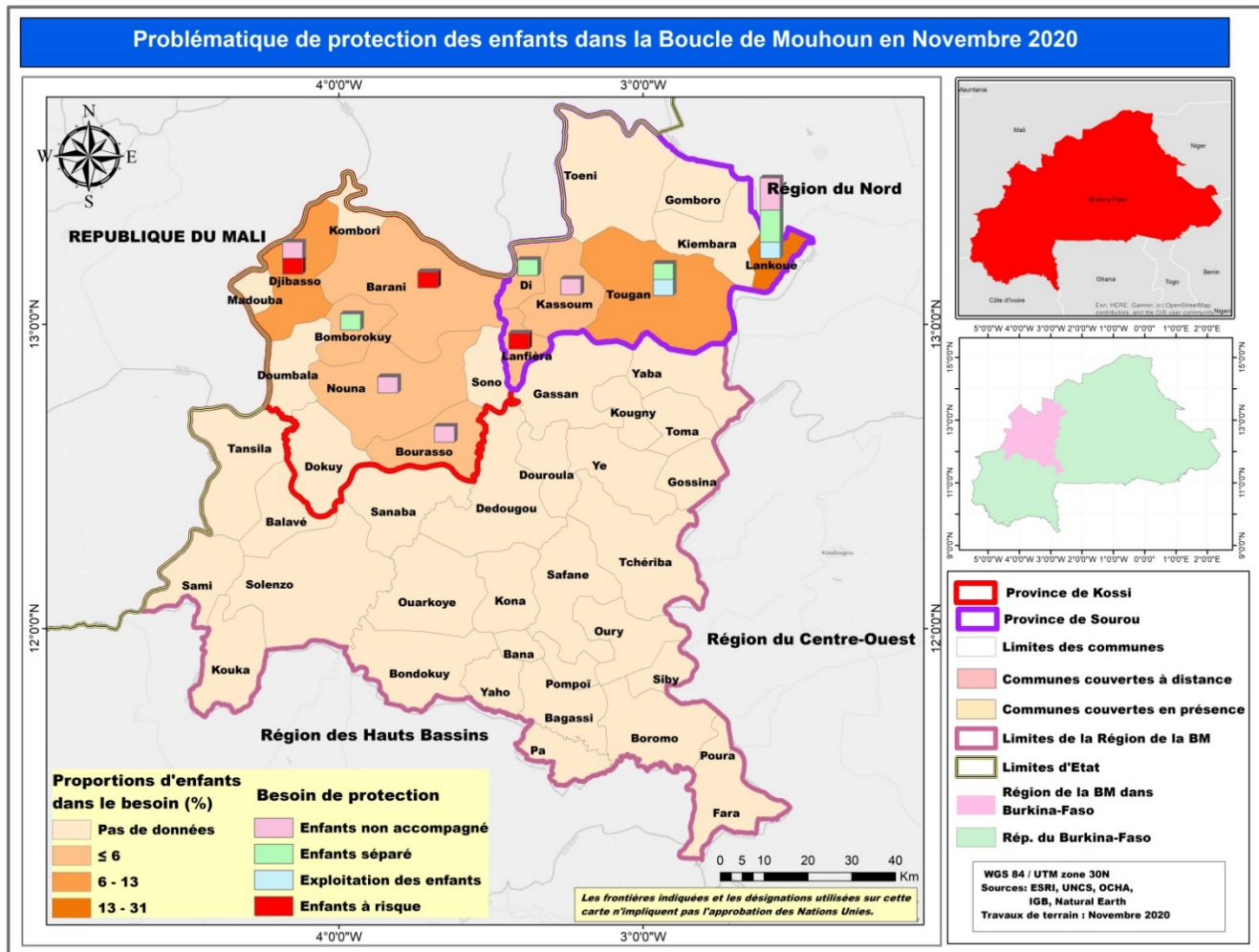
Les deux enfants ont bénéficié de l'assistance de INTERSOS sous forme d'appui en cash et d'un support psychosocial pour la victime de viol.

Dans la Kossi, les problèmes de protection sont relatifs à un cas d'enfant malade et à un cas de fille orpheline.

Si la jeune fille orpheline a bénéficié d'une assistance en kit de dignité, le jeune garçon a, quant à lui, fait l'objet de référencement vers Save The Children pour la prise en charge médicale.

Parmi les principaux problèmes de protection qui affectent les enfants dans la Boucle du Mouhoun, sont récurrents les cas d'enfants non accompagnés (Kombori, Nouna, Bourasso, Kassoum et Lankoué). Ensuite viennent les enfants séparés identifiés dans les communes de Bomborokuy, Di, Kassoum et Lankoué. Comme autres vulnérabilités qui concernent cette catégorie de personnes, il

faut noter la présence d'enfants à risques et en situation d'exploitation. (Ci-dessous le graphique sur la situation de protection des enfants)



Source : Monitoring communautaire, décembre 2020, INTERSONS, Boucle du Mouhoun

- **Problèmes spécifiques de protection et personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)**

Aucune activité en faveur des personnes ayant des besoins spécifiques n'a été réalisée au cours du mois de décembre 2020.

Cependant, les problématiques des PBS identifiées lors des focus groups réalisés pendant la période concernée, portent essentiellement sur les cas de femmes veuves ou cheffes de ménages, de personnes âgées et sans soutien et d'enfants séparés et non accompagnés.

- **Etat de droit**

Dans la Boucle du Mouhoun, la crise sécuritaire impacte considérablement la présence de l'Etat dans certaines localités. Cette situation concerne les communes de Toéni, de Gomboro, de Kassoum, Kiembara, de Lanfiéra et de Di dans le Sourou et celles de Barani, Kombori, Sono pour la Kossi. Dans ces zones certaines structures étatiques (établissements d'enseignement scolaire et secondaire, services de santé, préfectures) et des mairies ne fonctionnent plus en raison des risques sécuritaires auxquels sont exposés les agents de l'Etat.

Cependant, il a été constaté un début d'amélioration avec la réouverture de trois CSPS et la reprise des cours dans certains établissements par des enseignants vacataires dans la commune de Gomboro.

La faible présence de l'Etat dans les zones affectées impacte négativement la délivrance des documents d'état civil et d'identité et expose, par voie de conséquence, les populations aux différents risques de protection. Ainsi, il a été signalé des pratiques de racket au poste de contrôle de l'axe Djibasso – Bomborokuy ; seraient victimes des personnes ne disposant pas de document d'identité.

Pour remédier à cette situation déplorable, une opération de délivrance massive d'actes d'état civil(..) (actes de naissances et CNIB⁴) a été initiée, **le 17 décembre 2020**, au profit des PDIs par le SP/CONASUR en partenariat avec l'UNHCR dans les provinces du Mouhoun, du Sourou et de la Kossi. Il est prévu, dans le cadre de cette opération **d'une durée de deux semaines**, l'établissement de 8000 actes d'état civil par province dont 6000 pour les PDIs et la délivrance de 5000 CNIB uniquement dans la ville de Dédougou.

- **Protection basée sur la communauté - comites de protection**

Le mois de décembre a été très intense en activités avec les points focaux et les comités de protection. Le mardi 08 décembre 2020, est intervenu, en différé à Tougan, le lancement des 16 jours d'activisme contre les VGB. Cette célébration a donné lieu à la réalisation d'une série d'activités en faveur de la lutte contre les risques de violences basées sur le genre dans les deux provinces couvertes par INTERSOS. Ces activités se déclinent comme suit :

Deux types causeries ont été animées dont 30 causeries éducatives sur le VIH/SIDA et 8 dans les lycées portant sur les mariages forcés et précoces.

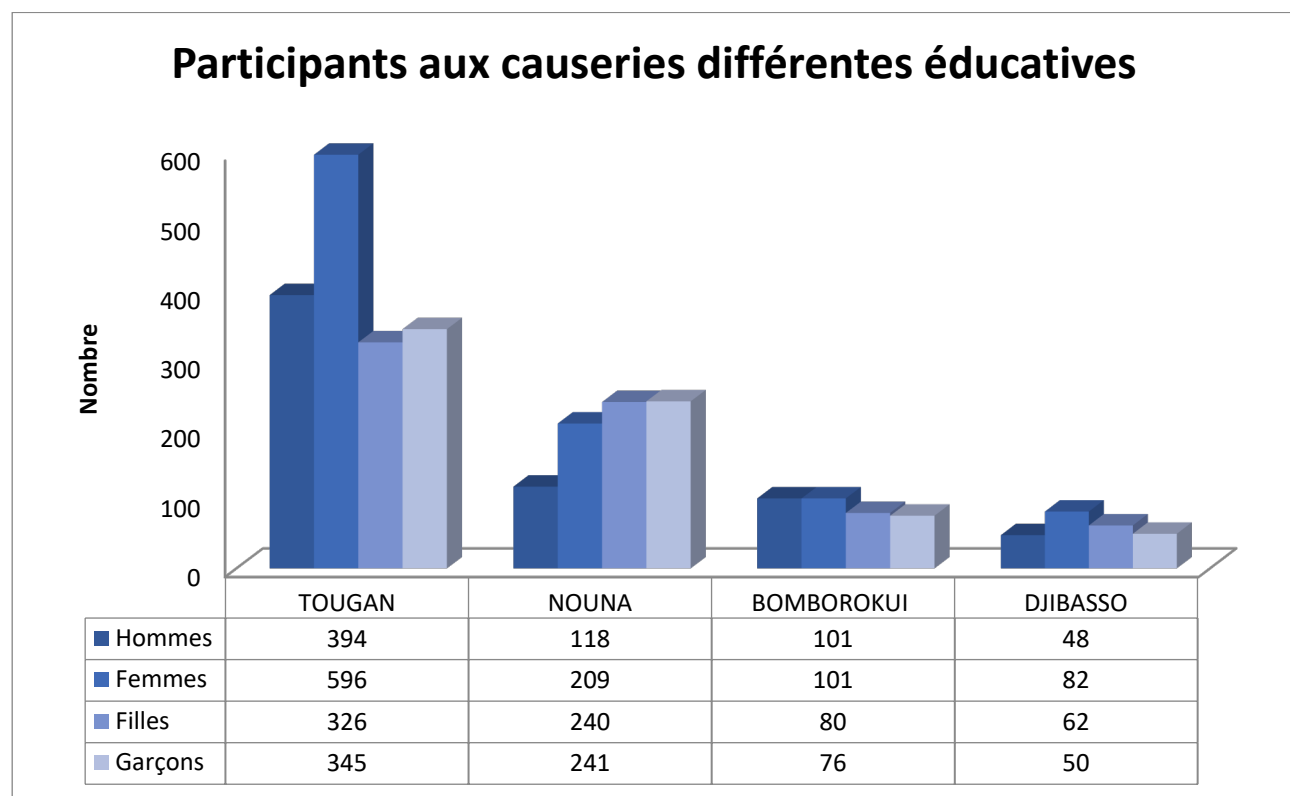
⁴ Carte Nationale d'Identité Burkinabè.

Ces activités qui ont été réalisées dans les communes de Tougan (18 causeries), de Nouna (6 causeries) et de Bomborokuy (6 causeries) ont touché au total 260 personnes dont 80 hommes, 100 femmes, 45 filles et 35 filles.

Quant aux causeries sur les mariages forcés et précoces, ce sont 4 séances qui ont été réalisées dans chaque chef-lieu de province avec 429 participants comprenant 10 hommes, 17 femmes, 165 filles et 237 garçons. Dans chaque chef-lieu de province, une conférence a également été animée au profit des personnes en situation de handicap sur les droits de cette catégorie de personnes vulnérables. Ce sont au total 200 personnes en situation de handicap dont 55 hommes, 90 femmes, 32 filles et 23 garçons qui ont participé à ces deux activités.

Dans sa mission de fournir l'assistance psychosociale aux personnes en situation de détresse, INTERSOS a animé 48 activités psychosociales dans l'ensemble des deux provinces au bénéfice de 2456 personnes dont 575 hommes, 946 femmes, 498 filles et 440 garçons.

Dans le cadre des activités de clôture de l'année, deux rencontres ont été organisées avec les acteurs communautaires.

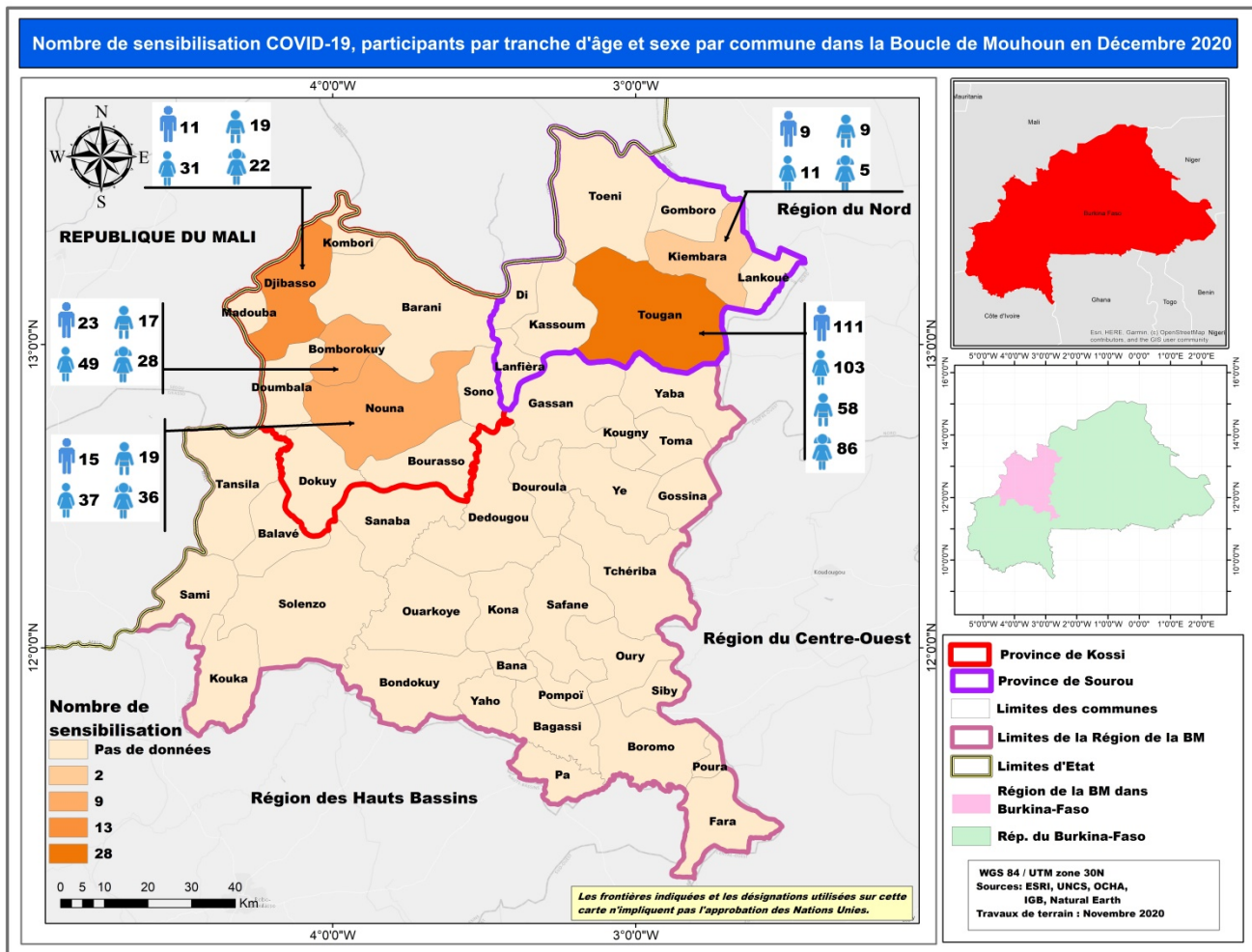


Du 10 au 12 décembre 2020, s'est tenue à Dédougou, la rencontre-bilan avec les comités de protection et les points focaux. Ce sont au total 50 participants à savoir 40 membres de comités de protection et 10 points focaux qui ont pris part à cet atelier qui a porté sur le bilan des activités de monitoring, les difficultés rencontrées et les perspectives pour l'année 2021.

Une formation a également été organisée au profit des 10 points focaux des centres communautaires pour leur rappeler leur mission et renforcer davantage leurs capacités sur la gestion de cas.

Pour les sensibilisations sur la covid 19, ce sont au total 60 séances qui ont été réalisées à savoir 30 par province. Dans le Sourou, les sensibilisations se sont tenues dans les communes de Kiembara (2 séances) et de Tougan (28 séances). Dans la Kossi, ce sont les communes de Nouna (8 séances), Djibasso (13 séances) et Bomborokuy (9 séances) qui ont abrité ces activités.

La répartition des participants aux sensibilisations selon le sexe, la tranche d'âge et la zone de couverture. (voir le graphique ci-dessous)



Source : INTERSOS-Boucle du Mouhoun, décembre 2020

- **Situation de LTB dans la zone de déplacement et de retour**

Les personnes déplacées internes sont toujours confrontées à des difficultés d'accès aux LTB dans leurs zones d'accueil. La forte concentration des PDI dans les centres urbains a contribué à accroître le coût des loyers compris entre 4500 et 15000 FCFA en fonction de la taille du ménage) qui ne n'est pas à leur portée en raison de leur situation de vulnérabilité.

La réalisation des abris par Plan Burkina Faso dans les principales localités d'accueil des PDI a favorisé une amélioration de la situation de logement des personnes en déplacement. Mais ces abris restent insuffisants face à de nouvelles vagues de PDI. Dans les principales localités d'accueil des PDI (Tougan et Nouna), la problématique des LTB demeure une préoccupation majeure pour les élèves déplacés dans les localités d'accueil. Certains seraient menacés d'expulsion des logements qu'ils occupent pour défaut de paiement.

Cette pression démographique constatée dans les principales zones d'accueil des PDI (Tougan et Nouna) a fini par entraîner une course aux ressources avec pour conséquence une inflation du coût d'accès aux terres cultivables. Certaines pratiques telles que la location ou le prêt de terres se sont développées sur la simple base de consentement verbal. Notons que l'achat ou la cession de terres se font également par consentement verbal sans aucune base formelle au prix de 500 Fcfa à 1000 Fcfa le m².

- **Solutions durables**

Au titre des solutions durables, la Boucle du Mouhoun a enregistré, durant ce mois, d'importants mouvements de retour de PDI dans leurs zones d'origine.

Dans le Sourou, c'est la commune de Toéni qui a accueilli 177 retournés au motif que le contexte sécuritaire serait favorable. Ces mouvements pourraient s'intensifier davantage dans cette commune dans la mesure où les opérations de sécurisation conjointes des FDS avec l'armée malienne en cours gagnent du succès ces derniers temps dans la bande frontalière.

Dans la commune de Kiembara, il a été rapporté le départ de 02 ménages, composés de 02 hommes, 04 femmes, 09 filles et 08 garçons, du village de Ouéllé vers leur village d'origine (Peterkoulero) situé dans la commune de Baraboulé dans la région du Sahel. Selon ces retournés, le retour progressif de la stabilité dans cette région serait le principal facteur de ce mouvement.

Bien que la situation sécuritaire se soit relativement améliorée dans les localités d'origine de ces PDI, le retour non organisé s'effectue à l'insu et sans l'accompagnement des autorités et des acteurs humanitaires. Ces mouvements pourraient présenter des risques d'incidents pour les personnes retournées dans la mesure où la situation sécuritaire reste toujours volatile.

Lors des focus groups réalisés dans le cadre du monitoring communautaire, une grande partie des PDI s'est exprimée favorable au retour à la seule condition que la sécurité soit pleinement garantie pour tous.

- **Système de partage d'information et coordination**

Dans le cadre de la collaboration avec les autres acteurs intervenant dans l'assistance aux personnes affectées par la crise humanitaire au Burkina Faso, INTERSOS a participé à plusieurs rencontres de coordination.

Du 01 au 03 décembre 2020, INTERSOS a facilité une séance de travail en partenariat avec l'UNHCR entrant dans le cadre de la planification d'une opération de distribution d'effets d'habillements au profit des personnes vulnérables dans la Boucle du Mouhoun. Cet atelier de trois jours qui s'est tenu dans les locaux de INTERSOS a connu la participation des partenaires en charge de l'Action humanitaire des six provinces de la région pour la réussite de l'opération.

Il faut également ajouter que INTERSOS a participé, le vendredi 05 décembre 2020, à la dernière rencontre de coordination des acteurs humanitaires présents dans la Boucle du Mouhoun. Cette réunion qui a été facilitée par l'ONG Terre des hommes a réuni environ une dizaine d'acteurs avec la participation de l'UNHCR – Bobo – Dioulasso. Elle a servi de cadre aux participants pour partager des informations relatives à la sécurité, à l'accès humanitaire dans la région et à la situation de crise sanitaire liée au COVID-19. Les échanges ont aussi porté sur la finalisation du mapping des organisations et des activités dans la Boucle du Mouhoun et sur l'harmonisation de la prise en charge des partenaires de mise en œuvre lors des activités.

Le 18 décembre 2020, INTERSOS a pris part, dans les locaux de la Direction Régionale de l'Action humanitaire, à la rencontre d'information et de lancement de l'opération de délivrance massive d'actes d'état civil et pièces d'identité dans la Boucle du Mouhoun.

Enfin, une équipe de l'ONG INSO, en mission dans la Boucle du Mouhoun, a sollicité une rencontre d'échange à INTERSOS. La présentation de chacune des organisations et de ses activités, l'analyse de la situation sécuritaire et le partage d'expériences en matière de gestion de la sécurité ont été les principaux points abordés au cours de cette entrevue.

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et a quelle entité)

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Sécuritaire Alimentaire	Di, Toéni	Assistance en vivres au profit des nouvelles PDIs nouvellement arrivées à Di ainsi que des retournés de Toéni.	Cluster Sécurité Alimentaire
2	Abris/AME	Di, Toéni	Prise en compte de ces nouvelles PDIs dans l'assistance abris/AME et des retournés dans la distribution des AME.	Cluster Abris/AME
3	Protection	Di, Toéni	Analyse de la situation sécuritaire avant toute action concernant la facilitation du retour des PDIs dans leur zone d'origine	Cluster Protection Autorités régionales
5	Coordination	Dédougou	Orientation et accompagnement des acteurs humanitaires de la Boucle du Mouhoun pour l'activation du cluster protection	Cluster Protection

			au niveau régional	
--	--	--	--------------------	--

ACTIONS REQUISES DU HCR

Domaines/Cluster	Actions	Observations
Abris	Réalisation d'abris pour les nouveaux arrivants dans les communes de Bomborkuy, Djibasso et Di.	Avec l'arrivée de nouvelles PDI, il faut envisager la réalisation d'abris pour améliorer leurs conditions de logement en cette période d'harmattan.
WASH	Augmenter le nombre de latrines et toilettes dans les communes de Bomborokuy, Djibasso et Di qui accueillent de nouvelles PDI.	L'arrivée continue de PDI dans ces localités accroît le besoin d'infrastructures dans ces localités
Logement terres et biens	Accroître le nombre de bénéficiaires des abris. Faire un plaidoyer pour faciliter l'accès aux terres cultivables au profit des PDI dans les communes de Bomborokuy, Djibasso et Di.	De nombreuses PDI éprouvent des difficultés d'accès au logement et biens dans précisément dans les communes de Tougan et Nouna. Pour les communes rurales, c'est le besoin en terres cultivables qui reste à couvrir

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Kombori, Kassoum, Lanfiéra et Toéni	Les HANI auraient été aperçus vers les axes reliant Kassoum et Lanfiéra. Ils se seraient retranchés dans une forêt d'où ils sortent pour opérer des contrôles irréguliers sur le pont de Léri.	Eviter sinon réduire au maximum les déplacements sur les axes concernés, non bitumés qui présentent des risques d'attaques liés aux IED
EDUCATION	Gomboro et Kassoum	Les fermetures d'écoles sur l'axe Kassoum- Tougan et la reprise des cours dans la commune de Gomboro uniquement par des enseignants vacataires.	Faciliter la réouverture des écoles et accompagner les enseignants vacataires avec des agents de l'Etat
ABRIS ET VIVRES	Di, Toéni,	Les nouveaux arrivants ne sont pas prévus dans la réalisation des abris et les retournés auront besoin d'assistance en vivres et	Recenser les nouvelles PDI et les prendre en compte pour la réalisation des abris par Plan Burkina et procéder à l'assistance des retournés

COEXISTENCE PACIFIQUE	Kombori et Lankoué	<p>1. Signature d'une charte de promotion de la cohabitation pacifique entre les communautés Peulh et Dogon de la commune de Barani</p> <p>2. Stigmatisation des personnes déplacées originaires du Sahel par la communauté hôte à Lanfiéra.</p>	<p>1. Accompagner ces communautés dans la dynamique par la mise en place de comité de prévention et de gestion de conflit</p> <p>2. Initier des sensibilisations dans la commune sur la coexistence pacifique entre les différentes communautés</p>
-----------------------	--------------------	--	---

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations	Personnes directement affectées par l'incident
1.	Di	<p>Le lundi 30 novembre 2020, une fille a été victime de viol collectif commis par un groupe de 04 garçons. La survivante a été référée au CSPS et aux services sociaux qui lui ont respectivement fourni les soins de santé et l'assistance psychosociale nécessaires. Les services de l'Action Sociale ont également été saisi d'autre cas de viol sur mineure, survenu courant juillet 2020, dont la victime serait enceinte. Il faut noter que le traitement de ces deux dossiers a donné lieu des poursuites judiciaires dont la procédure est en cours.</p>	Violence basée sur le genre	01
2.	Di	<p>Dans la journée du 15 décembre 2020, aux environs de 13 heures, des individus armés non identifiés ont fait irruption dans le village de Toro, situé dans la commune de Di. Ils s'en sont pris aux femmes vendeuses de bière locale dont les jarres ont été détruites. Bien qu'aucune perte en vie humaine ne soit à déplorer, les fétiches du village ont été, par la suite, incendiés par ces individus</p>	Intimidations et atteinte à la liberté de culte	215

3.	Kassoum	Le vendredi 18 décembre 2020, le village de Dary, situé à 5 km du chef-lieu de la commune de Kassoum a reçu la visite d'un groupe d'individus armés non identifiés qui s'en est également pris à une femme vendeuse de bière locale. Cette dernière a eu la vie sauve grâce à l'intervention du catéchiste qui s'est opposé aux HANI.	Intimidations et atteinte à la sécurité	01
4.	Kombori	Dans la matinée du samedi 19 décembre 2020, deux incidents sont survenus dans le village de Boulé, situé à 7 km du chef-lieu de la commune de Kombori. Il a été rapporté une explosion d'IED au passage d'un bœuf qui a tué l'animal sur place. Fort heureusement, aucune perte en vie humaine n'est à déplorer. Le même village a été par la suite visité par un groupe d'individus armés non identifiés qui ont enlevé deux habitants. Toutes les tentatives pour connaître l'identité réelle des victimes sont restées vaines. Les populations dudit village qui se trouve à 2 km de la frontière du Mali sont réticentes par rapport à toute interrogation sur cet incident de peur de représailles.	Atteinte à la sécurité suivie d'enlèvement	02
5.	Bomborokuy-Djibasso	Le lundi 21 décembre 2020, dans le village de Gnimini situé sur l'axe Bomborokuy- Djibasso, un individu armé a été aperçu par les habitants dudit village. Pourchassé par la population, l'individu aurait abandonné son arme et pris la fuite	Atteinte à la sécurité	49
6.	Gomboro	Dans la matinée du 25 décembre 2020, un groupe d'individus armés non identifiés a fait irruption dans le village de Konga dans la commune de Gomboro. La présence des mêmes HANI a également été signalée, vers 10 heures, dans le village de Ouorou qui trouve dans la même commune. Ils n'ont pas manqué de menacer encore les vendeuses de bière locale dont les foyers ont été détruits et la production pour les fêtes de fin d'année renversée. Des consignes strictes relatives au port du voile, à l'interdiction de consommer l'alcool et le tabac et au port de pantalon court ont été données aux habitants par les HANI avant leur départ	Intimidations et atteinte à la sécurité	157